

Géopolitique pour les managers : comprendre un monde en crise pour agir.

Présentation des interventions

Formation continue courte

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ESCP Business School, Inalco et l'Université Sorbonne Nouvelle s'associe au sein de **Sorbonne Alliance** pour présenter une formation à destination des managers, cadres et dirigeants d'entreprises ayant des activités à l'international et désireux de se former sur les risques pour leurs entreprises dans un monde en crise.

Entre affaiblissement de l'hégémonie américaine, rivalité entre la Chine et les États-Unis, confrontation entre l'Europe et la Russie, montée des nationalismes, course aux armements, affaiblissement du droit international et du multilatéralisme, et multiplication des crises, le monde connaît aujourd'hui un retour marqué de la géopolitique. Ces bouleversements ne sont plus l'affaire des seuls États et touchent directement les entreprises, confrontées aux conflits, aux sanctions, aux contrôles à l'exportation et à la politisation croissante des échanges internationaux.

Dans ce contexte, comprendre les dynamiques géopolitiques mondiales et savoir en anticiper les conséquences devient une compétence stratégique pour les cadres et les dirigeants. C'est tout l'enjeu de cette formation, qui propose un parcours de conférences, d'ateliers et de mises en situation immersives animé par des universitaires, des diplomates et des praticiens reconnus.

La formation se déroule sur quatre journées d'enseignement, suivies d'une journée de mise en situation sous forme de jeu sérieux immersif.

Le retour de la géopolitique

Conférence (2h)

Maxime Lefebvre

*Professeur associé permanent à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP)
Business School*

Haut fonctionnaire et diplomate, Docteur en science politique

Même pendant la « mondialisation heureuse » (Alain Minc) qui a suivi la fin de la guerre froide, la géopolitique n'avait pas disparu. Mais elle prend une place croissante aujourd'hui et s'impose à tous les acteurs de la vie internationale, y compris aux entreprises.

Cette conférence permettra de mieux comprendre les déterminants des évolutions actuelles, et ce qui peut stabiliser et déstabiliser le monde :

- **la volonté de puissance comme moteur des relations interétatiques, selon l'analyse réaliste des relations internationales ;**
- **l'affaiblissement de l'hégémonie américaine et la rivalité Chine / Etats-Unis (le « piège de Thucydide ») ;**
- **la confrontation Europe / Russie ;**
- **la montée du nationalisme partout dans le monde ;**
- **la course aux armements ;**
- **l'affaiblissement du droit international et du multilatéralisme ;**
- **l'instabilité et la multiplication des crises géopolitiques.**

Les entreprises sont touchées par les conflits (Ukraine, Iran) mais aussi par la politisation des relations internationales (sanctions, contrôles à l'exportation, barrières commerciales, etc.). Elles doivent s'adapter :

- en apprenant à anticiper ;
- en se montrant agiles et réactives ;
- en s'organisant (accès à l'information, prise en compte des risques, relations avec les gouvernements) ;
- en saisissant les opportunités nouvelles (défense, énergie, politique industrielle).
-

Dans ce contexte, la formation des cadres et des salariés à la géopolitique, à la compréhension des dynamiques politiques, revêt une importance cruciale.

Prérequis : culture générale de l'actualité internationale et des crises géopolitiques.

Lectures :

- « La puissance au XXI^e siècle », *Questions internationales* n°137-138, juillet-août 2026
- Graham Allison, *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?*, Odile Jacob, 2019
- Hubert Védrine, *Dictionnaire amoureux de la géopolitique*, Plon Fayard, 2021

Puissance et impérialisme russes

Conférence (2h)

Sophie Hou

Maîtresse de conférences en géographie

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 PRODIG

Depuis sa naissance en tant qu'État post-soviétique, la Fédération de Russie est associée au vocable de la puissance. Le terme est assorti de divers qualificatifs : la Russie est aussi bien la « puissance pauvre » de Georges Sokoloff (1993) qu'un pays pour lequel s'opère un « retour de la puissance » (Teurtrie, 2021), ou au contraire un État qui ne serait qu'une « puissance régionale », selon l'expression de Barack Obama en 2014. Ce serait une « puissance énergétique » ou encore une « puissance militaire ». C'est aussi une « puissance revendiquée » (Facon, 2021) : la Russie elle-même souhaite s'affirmer comme une puissance et a recours à cette rhétorique. Ainsi, dans les années 2000, en miroir des analyses américaines et européennes qui voient en la Russie une « puissance énergétique », le gouvernement russe et les idéologues proches du Kremlin construisent le concept de « superpuissance énergétique ». Cependant, la Russie a-t-elle les moyens de sa politique de puissance ? Georges Sokoloff, dans son livre *La Puissance pauvre* (1993), soulignait le paradoxe d'un pays figure parmi les grandes puissances européennes et mondiales depuis deux siècles, tandis que son économie et le niveau de vie de sa population restent structurellement en retard sur l'Occident. Les attributs de la puissance russe possèdent une grande ambivalence : une immensité territoriale à contrôler, un peuple multinational à rassembler, une richesse en ressources naturelles à exploiter, un héritage impérial à dépasser...

L'invasion de grande ampleur de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a réactivé les réflexions sur la puissance russe, de même que celles sur l'impérialisme de la Russie, celui-ci renvoyant au contrôle ou à la domination sur d'autres territoires. Dans la politique étrangère russe, plusieurs appellations, telles que celles d'« étranger proche » et de « monde russe » renvoient à des espaces qui dépassent les frontières de la Fédération de Russie et s'inscrivent dans une logique impérialiste.

Cette conférence évoquera les ressorts et les limites de la puissance russe et la façon dont elle se traduit territorialement. Comment la puissance de la Russie s'inscrit-elle et se manifeste-t-elle dans l'espace ? En quoi la guerre de grande ampleur en Ukraine induit-elle des reconfigurations de la puissance russe ?

Pas de prérequis – destiné à un public généraliste éclairé.

Les récits civilisationnels de la Chine

Conférence (2h)

Sébastien Colin

Maître de conférences en géographie à l'Inalco.

L'arsenalisation de l'interdépendance économique : le cas américain

Conférence (2h)

Jean-Baptiste Velut

Professeur des universités en études américaines

Université Sorbonne Nouvelle

Consultant pour le Trade Policy Hub de LSE Consulting

Chercheur associé à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM)

Arsenalisation de l'interdépendance, tournant sécuritaire du commerce, souveraineté numérique et énergétique, autonomie stratégique ouverte : autant de mots clés qui démontrent que la géo-économie a fait son grand retour dans les relations internationales. Mais quelle est la part de mythes et de réalités dans cette arsenalisation de l'interdépendance de plus en plus assumée par les grandes puissances, à commencer par les Etats-Unis ? Quels sont les risques, les limites, et peut-être les opportunités qui découlent de cette instrumentalisation de la puissance économique ?

Cette conférence s'articule en trois axes. Le premier vise à déconstruire la notion d'arsenalisation en retraçant, d'une part, ses racines historiques contemporaines, et en examinant, d'autre part, ses spécificités sous l'administration Trump 2. Au-delà du transactionnalisme du Président américain, il est important de comprendre l'ancrage institutionnel et idéologique de la puissance géo-économique américaine et les contraintes liées à son exercice . Le second axe consiste à établir une cartographie des risques par secteur avec une dimension prospective qui vise à identifier de nouvelles menaces qui pèse sur différents secteurs économiques : dépendance technologique, monétaire, énergétique, mais aussi logistique, médical, humanitaire. Privilégiant l'interaction et les échanges de pratiques, le troisième axe évalue les différentes stratégies déployées par les gouvernements et entreprises pour faire face à l'arsenalisation de l'interdépendance. Il propose différentes méthodes d'opérationnalisation des risques en s'appuyant sur différents cas pratiques et outils analytiques.

Lectures :

Bratton, B. (2025, September 30). Is European AI a lost cause? Not necessarily. *Noema*.

<https://www.noemamag.com/is-european-ai-a-lost-cause-not-necessarily/>

Farrell, H., & Newman, A. L. (2019). Weaponized interdependence: How global economic networks shape state coercion. *International Security*, 44(1), 42–79.

https://doi.org/10.1162/isec_a_00351

Fishman, E. (2025). *Chokepoints: American power in the age of economic warfare*. Penguin Group.

Outils et ressources : Observatory of Economic Complexity, UN ComTrade.

Pré-requis : aucun.

L'avenir du commerce international et l'autonomie stratégique

Conférence (2h)

Maxime Lefebvre

*Professeur associé permanent à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP)
Business School*

Haut fonctionnaire et diplomate, Docteur en science politique

La mondialisation est entrée dans une phase de stagnation à partir de la crise économique globale de 2008. Ce n'est pas la « démondialisation », mais plutôt la « *slowbalisation* » (Adjiedj Bakas, Alicia Garcia Herrero), qui se révèle à travers de nombreux indices (commerce, investissements, finance). Le cycle de Doha ouvert en 2001 pour libéraliser davantage le commerce n'a jamais été conclu. La crise de 2008, les tensions géopolitiques, la pandémie de COVID, les mesures protectionnistes, ont multiplié les obstacles aux échanges. Le « doux commerce » cher à Montesquieu a laissé la place à une politisation croissante des relations économiques internationales (sanctions, contrôles aux exportations, contrôle des investissements). L'Organisation mondiale du commerce, qui a incarné la régulation du commerce international par le droit de 1995 à 2018, est affaiblie par le blocage de l'organe de règlement des différends.

Les États se montrent soucieux de se maintenir et de monter en gamme dans la course économique et technologique, de renforcer leur sécurité économique, de réduire leurs dépendances stratégiques. La Russie, la Chine et les pays occidentaux (et l'Union européenne) ont mis en place des politiques d'autonomie stratégique dans des domaines critiques (défense, espace, énergie, santé, numérique, semi-conducteurs, matières premières).

Cette conférence vise à comprendre les nouvelles tendances de l'économie mondiale et du commerce international (le « reshoring » ou relocalisation, le « nearshoring », le « friendshoring »), l'influence des facteurs géopolitiques, les politiques d'autonomie stratégique, l'importance croissante de la maîtrise des chaînes d'approvisionnement et du « derisking ».

Prérequis : culture générale de l'actualité économique internationale.

Lectures :

- Adjiedj Bakas, *Capitalism & Slowbalization - The market, the state and the crowd in the 21st century*, Dexter, 2016
- Maxence Brischoux, *Le commerce et la force*, Calmann Lévy, 2021
- Farrell, H., & Newman, A. L. (2019), 'Weaponized interdependence: How global economic networks shape state coercion', *International Security*, 44(1), 42–79. (https://doi.org/10.1162/isec_a_00351)
- Alicia Garcia Herrero, 'Slowbalisation in the context of US-China decoupling', *Intereconomics*, 57/6, 2022

Concilier souveraineté économique et durabilité dans la gouvernance des métaux critiques

Atelier (3h)

Maël Le Bail

Chef du pôle énergies au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Les minerais et métaux critiques sont un enjeu géopolitique majeur. Cela tient à leur concentration géographique et aux dépendances engendrées, en particulier vis-à-vis de la Chine. Ces dépendances s'accroissent et concernent aussi bien l'extraction que le raffinage. Elles doivent être traitées à un niveau à la fois bilatéral, européen et multilatéral en raison de la taille limitée du marché français, qui ne peut constituer le seul débouché. Les distorsions du marché couplées à des stratégies de prédation et « d'arsenalisation » des ressources minérales complexifient le paysage.

La diplomatie française des métaux critiques mise en œuvre depuis 2022 est un levier essentiel de souveraineté économique et industrielle. Partant de la quasi-absence de mention du thème des métaux critiques dans nos dialogues diplomatiques avant 2022, la stratégie issue du rapport Varin a permis un progrès indéniable avec 24 partenariats signés en 3 ans ainsi que le renforcement des dialogues bilatéraux dans le domaine. La création de la délégation interministérielle aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS) a consolidé l'approche interministérielle et apporté de la clarté et de la visibilité à nos actions. La mobilisation collective a ainsi renforcé la valorisation des acteurs français (BRGM, entreprises privées...), permettant une plus grande présence dans les pays partenaires. En s'adossant à une stratégie européenne, en mobilisant ses réseaux diplomatiques et en nouant des partenariats équilibrés, la France se positionne face aux puissances déjà bien engagées dans la bataille des ressources. À l'échelle internationale, un nouveau chantier se dessine : celui d'une gouvernance mondiale des métaux critiques, qui garantisse un accès juste, transparent et soutenable à ces ressources clés de notre avenir commun. La France doit contribuer à assurer une approche multilatérale, à rebours des tentations protectionnistes brutales et transactionnelles qui émergent. Mais cette stratégie ne pourra réussir qu'à condition d'être durable, équitable et alignée avec les engagements de la transition écologique. Les enjeux de recyclage, d'innovation, et d'économie circulaire seront déterminants pour réduire la pression extractive sur les ressources primaires.

A travers des retours d'expérience et des cas pratiques issus de la diplomatie française, cet atelier permettra de mieux comprendre les enjeux et les défis liés à la gouvernance des métaux critiques à l'échelle française, européenne et mondiale.

Lectures :

Direction générale des Entreprises. « Plan national de résilience « Terres rares et aimants permanents » : renforcer la souveraineté industrielle et sécuriser les approvisionnements. » Publié le 5 mai 2026. <https://www.entreprises.gouv.fr/la->

[dge/actualites/plan-national-de-resilience-terres-rares-et-aimants-permanents-renforcer-la.](#)

Poinssot, Christophe, dir. « Les métaux stratégiques, nouveau défi de la transition énergétique et de la réindustrialisation. » *Réalités Industrielles*, novembre 2025. <https://annales-des-mines.org/2025-11-sommaire-ri-les-metaux-strategiques-nouveau-defi-de-la-transition-energetique-et-de-la-reindustrialisation/>.

Pré-requis : Aucun.

La sécurisation des espaces maritimes par l'Union européenne

Conférence (2h)

Stéphane Rodrigues

Maître de conférences (HDR) en droit public

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

L'Union européenne (UE) s'est dotée en 2014 d'une stratégie de sûreté maritime (SSMUE), suivie d'un plan d'action en 2021 et d'une actualisation en 2023. Elle fait suite à l'adoption en 2007 d'une politique maritime dite intégrée (PMI), en vue de concilier croissance économique et développement durable des espaces maritimes sur le territoire de l'UE, objectif auquel fait écho aujourd'hui la stratégie maritime industrielle de l'UE présentée en mars 2026.

Même s'il convient de distinguer la sûreté maritime de la sécurité maritime, la SSMUE s'inscrit dans le prolongement de la stratégie européenne de sécurité adoptée en décembre 2003 en application de la nouvelle politique étrangère et de sécurité commune (PESC) instituée par le traité de Maastricht (1992) et renforcée par le traité de Lisbonne (2007), avec la perspective d'une « défense commune ». C'est sur ce volet 'défense' de la SSMUE que portera la conférence, volet qui s'est particulièrement étoffé pour faire face à la multiplication des menaces sur les mers et océans du globe : cyberattaques ciblant des infrastructures maritimes, piraterie, vols à main armée en mer, trafics illicites en tout genre, etc. Pour autant, on verra que la SSMUE entend couvrir à la fois les aspects intérieurs et extérieurs de la sûreté maritime et privilégier une approche intersectorielle incluant tous les acteurs civils et militaires du secteur.

La conférence s'articulera autour de deux axes de réflexion : en premier lieu, seront analysées les actions préventives de l'UE, notamment dans les domaines de la collecte et du partage d'informations, de la surveillance des espaces maritimes, de la protection des infrastructures critiques ou encore de l'évaluation des risques et menaces tout en formant le personnel dédié à ces actions. Dans un second temps, on s'intéressera aux activités en mer menées par l'Union, seule ou en coopération avec des partenaires (en particulier l'OTAN) et sur le renforcement des capacités tant civiles que militaires, grâce au co-financement de projets de recherche et de développement (notamment par le programme Horizon Europe et le Fonds européen de la défense) et grâce à la mise en œuvre de coopérations structurées permanentes (CSP).

Pré-requis : connaissance minimale du régime institutionnel de l'Union européenne.

Attendu : appréhender l'UE comme acteur de la sûreté maritime au-delà de ses frontières.

Les enjeux de la coopération de sécurité maritime dans l'Indo-Pacifique

Conférence (1h)

Guibourg Delamotte

*Professeur des universités en science politique, département d'études japonaises,
Inalco, chercheuse à l'IFRAE (UMR8043)*

*Membre Senior de l'Institut universitaire de France au titre de la chaire fondamentale
Visiting Senior Research Fellow, Research Center for Advanced Science and Technology,
The University of Tokyo*

Affiliate Faculty Member, Tokyo College, The University of Tokyo

Le Japon a élaboré dès 1980 la notion de « sécurité globale » pour mettre en valeur les dimensions non militaires de la sécurité. Dans les années 1990, la science politique (Barry Buzan) a développé la même idée aujourd'hui communément admise : la sécurité n'est plus seulement militaire, mais également économique, sociale, environnementale. La sécurité maritime, elle aussi, revêt ces multiples dimensions. Les États déploient une stratégie maritime pour protéger leurs intérêts économiques, leurs chaînes d'approvisionnement et de production, leurs moyens de communication, et pour défendre la liberté de navigation ou leurs intérêts territoriaux. La sécurité des océans et les voies maritimes est un enjeu central des sociétés et économies contemporaines : 80 % du volume du commerce international de marchandises est acheminé par voie maritime. Les câbles Internet sous-marins acheminent 97 % du trafic mondial de voix et de données entre les stations terrestres. La région Indo-Pacifique par sa dimension maritime, est un terrain d'étude privilégié de la coopération dans le domaine de la sécurité maritime.

Cette conférence évoquera les enjeux de cette coopération – pourquoi elle est nécessaire – et ses modalités – comment elle est opérée – en distinguant les menaces conventionnelles des menaces non conventionnelles.

Lectures :

Christian Büger, Tim Edmunds, *Understanding Maritime Security*, OUP, 2024.

Guibourg Delamotte, *Le Japon, un leader discret*, Eyrolles, 2023.

Ressources :

<https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter>

<https://www.aspistrategist.org.au/>

<https://eastasiaforum.org/>

Pas de prérequis – destiné à un public généraliste éclairé.

La souveraineté et les dépendances énergétiques de l'Union européenne

Conférence (2h)

Adina Revol

Essayiste, Professeure affiliée à l'ESCP, ancienne porte-parole de la Commission européenne en France.

L'Union européenne a longtemps délégué sa sécurité énergétique à la Russie. Cette stratégie de l'interdépendance, théorisée comme un facteur de paix et de stabilité, a montré ses limites lors des crises gazières russo-ukrainiennes de 2006 et 2009, puis de façon brutale avec l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022. En quelques semaines, l'Union s'est retrouvée à devoir sevrer une dépendance de quarante ans : 45 % de son gaz, 25 % de son pétrole et 45 % de son charbon provenaient alors de Russie. La réponse européenne - le plan REPowerEU adopté en mai 2022 - marque un tournant dans la conception de la politique énergétique de l'Union, désormais élevée au rang d'enjeu de souveraineté au même titre que la défense ou le contrôle des frontières. Pour autant, la dépendance énergétique ne se réduit pas à la seule question gazière et russe. Elle recouvre également la dépendance aux matières premières critiques nécessaires à la transition énergétique - lithium, cobalt, terres rares -, largement contrôlées par la Chine, ainsi que la dépendance aux technologies vertes, dont les chaînes de valeur se sont massivement concentrées hors d'Europe au cours de la dernière décennie. La conférence interroge ainsi les conditions dans lesquelles l'Union européenne peut construire une véritable autonomie énergétique sans renoncer à ses objectifs climatiques ni fragiliser sa compétitivité industrielle.

La conférence s'articulera autour de deux axes de réflexion : en premier lieu, sera analysée la genèse et la structure des dépendances énergétiques européennes, depuis les choix stratégiques des années 1970 - plan Messmer, diversification nationale des mix énergétiques, refus d'une politique commune de l'énergie - jusqu'à la consolidation des filières d'approvisionnement russes. Dans un second temps, on examinera les instruments de souveraineté énergétique dont l'Union s'est dotée depuis 2022 : REPowerEU et ses objectifs de diversification, le Pacte vert comme levier d'autonomie structurelle, le règlement sur les matières premières critiques, les mécanismes de financement (Fonds pour une transition juste, Banque européenne du climat, taxonomie verte), ainsi que les tensions persistantes entre États membres sur le nucléaire, la vitesse de la transition et la conditionnalité sociale des aides.

Pré-requis : connaissance minimale du régime institutionnel de l'Union européenne et des grandes étapes de la politique énergétique européenne.

Attendu : *comprendre comment la dépendance énergétique est devenue un enjeu de souveraineté pour l'Union et identifier les instruments - politiques, financiers et industriels - dont elle dispose pour y répondre.*

Intelligence économique

Nicolas Michelin

Directeur de Asia Intelligence Advisory, un cabinet d'intelligence économique.

Luttes informationnelles et cyber

Maud Quessard

*Maîtresse de conférences en civilisation nord-américaine et Directrice de Recherche à
l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire.*

Management des négociations diplomatiques, techniques, politiques et commerciales

Conférence (2h)

Jean-Baptiste Feller

Cadre de direction à la Banque de France

Ancien expert national détaché à la Commission européenne

Maître de conférences associé (MAST) en géopolitique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Pour négocier ou encadrer efficacement une équipe de négociateurs, il est essentiel de comprendre la diversité des négociations et leur contexte. Une négociation commerciale ne s'aborde pas de la même manière qu'une négociation diplomatique, ni, parmi les négociations diplomatiques, une négociation technique comme une négociation politique.

Leurs objectifs et les moyens étant différents, ces négociations se déroulent différemment et l'animation des équipes impliquées ne s'aborde pas de la même manière.

Aussi, lorsque la géopolitique et les négociations internationales s'invitent dans le quotidien d'une organisation qui n'intègre pas encore ces dimensions à sa culture ou d'un manager qui ne possède pas encore cette expérience, le premier objectif doit être de comprendre la nature précise des défis qui se présentent pour mobiliser ensuite les bonnes techniques de négociation.

Cette conférence illustrera la diversité des négociations et de la façon de les manager.

Pas de prérequis – destiné à un public généraliste éclairé.

Ressources :

Pour approfondir tous les aspects :

- Revue *Négociations*, De Boeck Supérieur, 2004-2026 ([lien](#))

Pour approfondir la question des négociations commerciales :

- Jean-Claude Usunier, « Comment enseigner la négociation d'affaires ». *Revue française de gestion*, 153(6), pp. 63-86, 2004 ([lien](#))
- Frédéric Vendevre et Benoît Lefèvre, *La boîte à outils de la négociation commerciale*, Dunod, 2023 ([lien](#))

Pour approfondir la question des négociations diplomatiques :

- Direction des affaires juridiques du MEAE, *Guide des bonnes pratiques en matière de négociation et de conclusion des engagements internationaux de la France*, 2020 ([lien](#))

- Pierre Verluise, « Comment se conduisent les négociations diplomatiques internationales ? Entretien avec R. Delcorde », post du blog *dilpoweb*, 2023 ([lien](#))
- Pierre Vimont (entretien réalisé par Dima Alsajdeya et Léonard Colomba-Petteng), « La méthode diplomatique n'arrive plus à embrayer sur la réalité et a besoin de se réinventer » : retour sur quarante années de négociations diplomatiques sensibles avec Pierre Vimont. *Négociations*, 42(1), pp. 141-158, 2025 ([lien](#))

Pour une perspective historique :

- Jean-Edouard Grésy et Eric Le Deley, *7 négociations qui ont fait l'histoire de France*, Fil Rouge, 2021
- Enfin, depuis Talleyrand qui traite des négociations du congrès de Vienne dans ses mémoires, de nombreux diplomates ont consacré leur retraite à écrire leurs souvenirs ou des ouvrages historiques traitant de questions relatives aux négociations, notamment André François-Poncet, Henry Kissinger ou Gérard Araud.

Jeu sérieux

Mise en situation (5h)

Mylène Hardy

*Maîtresse de conférences (HDR) en Sciences de l'information et de la communication
INALCO*

Le jeu sérieux constitue une modalité pédagogique adaptée à l'apprentissage des compétences opérationnelles. En combinant les mécanismes du jeu avec des objectifs de formation, il favorise l'engagement des participants et facilite l'ancrage des connaissances. Cette approche permet aux apprenants de se confronter à des situations réalistes, de prendre des décisions et d'en observer les conséquences.

Ce module comprend 3 heures de jeu sérieux conçu et développé spécifiquement pour la formation. Le scénario, actualisé à chaque nouvelle session de la formation, mobilise l'ensemble des notions abordées au cours des quatre premiers jours et permet aux participants de les mettre en pratique de façon immersif et collaboratif.

Un débriefing d'une heure conclut cet exercice et permet d'analyser les choix effectués et de revenir sur les concepts mobilisés.

Enfin, la dernière heure est consacrée à un retour global sur la formation.

Ce module a également pour objectif d'évaluer l'acquisition des connaissances présentées durant la formation.

Pré-requis : avoir suivi les quatre jours d'enseignements de la formation.